

Problématique de l'insertion professionnelle des diplômés de la filière arabe au Mali : le cas de la Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage de l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako

Seydou LOUA

Maître de conférences

Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako/

Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'éducation

seydouloua@yahoo.fr

Résumé

En relation avec nos recherches et publications antérieures, cette thématique sur l'insertion professionnelle des diplômés de la filière arabe s'inscrit dans le cadre de l'efficacité des structures d'enseignement supérieur malien. L'objectif de cette recherche est double car il s'agit d'identifier les difficultés d'insertion professionnelle des diplômés de la filière arabe et proposer des alternatives pour une meilleure consommation des produits de cette filière sur le marché de l'emploi.

Les résultats de l'étude montrent que l'insertion professionnelle des diplômés en arabe en général et ceux de la FLSL en particulier reste problématique. En plus des obstacles internes, liés au faible volume horaire du français depuis les médersas, aux offres de formations qui ne sont pas assez diversifiées au département arabe de la FLSL, le problème de congruence entre les formations et les emplois potentiels se pose. L'amélioration du niveau des élèves et étudiants arabisants en français et le développement de l'auto-emploi sont des alternatives envisageables.

Mots clés : arabe, efficacité, emploi, insertion professionnelle

Abstract

In connection with our previous research and publications, this theme on the professional integration of graduates from the Arab sector is part of the efficiency of Malian higher education structures. The objective of this research is twofold because it is to identify the difficulties of professional integration of graduates of the Arab sector and to propose alternatives for better consumption of the products of this sector on the job market.

The results of the study show that the professional integration of graduates in Arabic in general and those of FLSL in particular remains problematic. In addition to internal obstacles, linked to the low number of hours of French from the madrasahs, to training offers that are not sufficiently diversified in the Arab department of the FLSL, the problem of congruence between training and potential jobs arises. Improving the level of Arabic students and students in French and developing self-employment are possible alternatives.

Keywords: Arabic, efficiency, employment, professional integration

Introduction

La question de l'efficacité du système d'enseignement supérieur malien, notamment au niveau des Sciences humaines et sociales, se pose avec acuité depuis plusieurs années et dans plusieurs études. Concernant la filière Arabe dont les diplômés sont rarement recrutés dans la fonction publique et dans les structures privées, la situation est plus problématique. Dans la parution du journal Notre Nation du 17 Août 2017, la directrice nationale de l'emploi a indiqué qu'en 20 ans, l'effectif des médersas a plus que triplé avec un taux d'augmentation de 257,4%. Pour la même période, les effectifs des auditeurs sont passés de 42 346 en 1981 à 61 173 en 1991 pour atteindre 97 182 en 1999. Dans le document, il est indiqué que le nombre des médersas a passé de 2 205 écoles entre 2013-2014 avec un effectif de 309 922 élèves pour 8 752 maitres au premier cycle de l'enseignement fondamental et de 672 écoles avec un effectif de 44 387 élèves pour 3 080 maitres au second cycle du même ordre d'enseignement. En 2016, le nombre de médersas premier cycle était de 2 538 avec 361 827 élèves et 9 609 enseignants. La même année, le nombre de médersas second cycle était de 745 avec 54 777 élèves et 3 285 enseignants (CPS, MEN, 2017, p1). Selon la directrice nationale de l'emploi, en 30 ans, les effectifs des élèves diplômés et formés en langue arabe ont presque été multipliés par dix. Les raisons de cette évolution selon elle, peuvent être l'amélioration de l'image des médersas auprès des populations, la réglementation et l'assouplissement des conditions de création et d'ouverture de ces établissements ainsi que les possibilités d'insertion des diplômés en langue arabe. La conséquence de l'augmentation des effectifs de ces élèves est qu'il y a de plus en plus de diplômés et de formés en langue arabe sur le marché de l'emploi malien avec une présence qui se constate de plus en plus. Dans la même parution du Journal Notre Nation, il est dit que *« moins d'un diplômé ou formé en langue arabe sur Quarte a l'avantage d'effectuer un stage de qualification, soit un taux de 23%. Les 77% de ces diplômés et formés en langue arabe n'ont pas bénéficié de stage et sont handicapés dans la recherche d'emploi. Ainsi, leur taux de chômage est presque 4 fois supérieur au taux de chômage global observé au niveau national qui s'établissait à 8,3% et trois fois supérieur à celui des jeunes diplômés qui était de 10,71%, selon une enquête »*. Toute cette situation témoigne des difficultés d'insertion professionnelles des diplômés en langue arabe sur le marché de l'emploi malien.

Cet article, financé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) dans le cadre du programme Jeunes Équipes Associées à l'IRD (JEA EAI-MALI) « L'Enseignement arabo-islamique au Mali : enjeux et perspectives », tâchera de voir si la problématique d'insertion professionnelle des diplômés de la filière arabe est en rapport avec le contenu des programmes d'enseignement, au niveau du diplôme délivré, à la qualité de la formation reçue, à la langue arabe, ou à la politique de recrutement de l'Etat. Etant donné que le chômage touche plus les diplômés de l'enseignement supérieur, les deux questions fondamentales qui serviront de fils conducteurs à cette recherche sont : Quelles sont les difficultés liées à l'insertion professionnelle des diplômés de la filière arabe de la FLSL ? Quelles alternatives d'amélioration de leur insertion professionnelle sont-elles envisageables ?

1. Théories sur la question

La problématique de l'insertion professionnelle des diplômés des universités maliennes se pose avec acuité depuis plusieurs années. Ces difficultés concernent davantage les filières de formation jugées trop générales et ayant peu de rapport avec les besoins réels du marché de l'emploi, notamment pour le secteur privé.

Les difficultés d'insertion professionnelle touchent majoritairement les diplômés des milieux urbains au Mali. Delphine Boutin (2013, p3), explique qu'en Afrique, le défi de l'emploi des jeunes est particulièrement prégnant. Principales victimes lors d'une baisse de la croissance économique, ils font face à une situation alarmante (difficulté d'accès à un premier emploi, instabilité des parcours professionnels, inactivité, chômage...) susceptible de se dégrader davantage. De l'obtention du diplôme au premier emploi, il peut se passer plusieurs années. A ce propos, Boutin (2013, p 8-9) dit ceci *« la durée moyenne du chômage urbain au Mali est particulièrement élevée (plus de 4 ans). Les effets d'un chômage prolongé dans les premiers temps de la vie active d'une personne sont bien connus : à court terme, les jeunes restent dépendants de leurs*

familles. À plus long terme, le chômage de longue durée peut affecter durablement le potentiel productif des jeunes... Le marché du travail urbain malien est ainsi très étroit pour les jeunes, qui éprouvent de nombreuses difficultés à accéder à un premier emploi, malgré un niveau d'éducation généralement plus élevé que le reste de la population malienne ».

L'attitude attentiste du jeune diplômé peut être facteur de durabilité dans le chômage car certains diplômés n'aiment pas les métiers de substitution surtout ceux jugés peu valorisants en matière de traitement salarial. A ce propos, il est dit que l'emploi ou le salaire de réservation (salaire en-dessous duquel le jeune n'accepte pas de travailler) des plus diplômés étant de niveau plus élevé, certains jeunes hautement qualifiés préfèrent rester au chômage en attendant de trouver l'emploi correspondant à leurs prétentions et aspirations. Cependant, certains diplômés ne peuvent pas se prévaloir de compétences échangeables sur le marché de l'emploi, du fait de formations trop spécifiques ou trop inadaptées aux réalités de l'emploi, (Boutin, 2013, p 18). En plus, il est reconnu que l'enseignement supérieur malien, notamment le système universitaire, se focalise sur l'éducation à destination de l'emploi dans le secteur public, sans trop de rapports avec les besoins du secteur privé. Les difficultés d'insertion professionnelles au Mali peuvent aussi être liées au fait que l'emploi s'obtient généralement sur recommandation d'un tiers, d'où l'importance du capital social et économique dans la recherche d'emploi. Bouju (2000), cité par Boutin (2013, p 20) estime que la société malienne est en effet assujettie aux liens communautaires et aux relations extra-familiales : c'est par la voie des réseaux de relations familiales, claniques, religieuses ou ethniques que sont octroyés aides financières emplois et autres faveurs. Les jeunes diplômés issus de milieux sociaux défavorisés ou pauvres et qui fréquentent les écoles et universités publiques, connaissent plus de difficultés d'insertion professionnelle que leurs camarades de milieux plus riches. À ce propos, Boutin (2013, p 20) dit ceci : « 68 % des jeunes appartenant au quintile le plus riche ont eu recours à leurs relations personnelles pour trouver un emploi, contre 58 % des jeunes les plus pauvres ».

Le fait que les chercheurs en général et les spécialistes des Sciences de l'éducation en particulier s'intéressent plus aux recherches portant sur l'éducation traditionnelle, le système éducatif hérité de la colonisation occidentale, la recension de la littérature sur la formation et l'insertion professionnelle des diplômés en langue arabe n'est pas aisée. Le système d'enseignement arabo-islamique est formé par un ensemble de médersas reconnues par l'État malien ou non, qui peut être appelé sous le vocable arabe *madrassa* qui signifie « école ». (Brenner, 1991, p. 63). Selon Emilie Roy (2007) « les premières médersas islamiques modernes ont été ouvertes au Mali dans les années 1940 en vue de concilier le meilleur des deux types d'écoles présentes sur le territoire national : l'école coranique traditionnelle et le lycée inspiré du modèle français. Ainsi, les médersas sont une alternative à faible coût aux écoles publiques trop peu nombreuses et aux écoles privées laïques excessivement chères. En plus de leurs frais de scolarité raisonnables, l'éducation arabo-islamique offre une solide formation religieuse très valorisée au Mali. Dans le programme scolaire des médersas, les sciences, les mathématiques, l'histoire et la géographie et aussi des cours techniques, particulièrement en ce qui a trait à l'agriculture, sont enseignés parallèlement aux sciences religieuses musulmanes (*Jiqh, hadîth, tqfsîr, tawhîd, sîra, etc.*) des écoles traditionnelles. La formation offerte aux élèves des médersas est donc double : un enseignement général laïc et une solide connaissance de la religion ».

Dans les médersas où les enfants sont inscrits vers l'âge de 7 ans comme dans les écoles, l'enseignement est dispensé principalement en arabe et il concerne le cycle fondamental et le lycée. Au Mali, les médersas sont rattachées au Ministère de l'Éducation Nationale à travers le Centre pour la Promotion de la Langue Arabe (CPLA), qui gère l'ouverture et la fermeture des médersas, participe à l'élaboration et l'harmonisation des programmes d'enseignement, la production de matériels pédagogiques et veille au perfectionnement et à l'amélioration du système. La transmission de la culture arabo-islamique est la base de l'enseignement dans les médersas qui, selon Tal Tamari (1996, p49), ont élaboré une pédagogie qui s'inspire partiellement de celle des modèles des écoles occidentales.

Dans son analyse régionale, l'UNICEF, (2018, p15) Le déclin de la qualité de l'enseignement ainsi que le manque de débouchés à la sortie des écoles publiques, ou du moins la perception qu'en ont certains segments de la population, a conduit à l'essor des médersas (écoles islamiques formelles). Dans le même document, les propos d'un parent d'une communauté malienne rurale sur l'utilité de l'école ne sont pas valorisants : « *A quoi bon envoyer ses enfants à l'école aujourd'hui ? , entend-on aujourd'hui dans la bouche des parents d'élèves. Les jeunes diplômés chôment, les enfants n'apprennent plus rien à l'école, ils font quelques années et sont renvoyés, et quand ils sortent ils ne savent même plus se servir de la houe pour cultiver. On leur paye des études, alors qu'on n'a rien, pour arriver à ces résultats ? À quoi bon ?* » Les limites réelles de l'école publique classique, ou imaginées par les parents les poussent à chercher d'autres alternatives.

Contournant les lacunes, réelles ou perçues comme telles, du système scolaire public, les écoles coraniques modernes et les médersas se positionnent comme offrant une formation qui reflète mieux les besoins, attentes, et valeurs de la population. Les parents semblent avoir fait le calcul que dans la mesure où l'éducation, quel que soit le type d'école fréquentée, mène au chômage, mieux vaut que leurs enfants reçoivent une éducation morale et sociale en lien avec les valeurs religieuses et culturelles locales (UNICEF 2018, p15). En plus, l'engouement des parents et des apprenants pour les écoles et universités islamiques formelles, est aussi lié au fait qu'elles ont des objectifs éducatifs qui combinent les matières séculières (mathématiques, histoire, géographie, biologie, Philosophie, etc.) et les sciences islamiques (interprétation du Coran, vie du Prophète, jurisprudence, langue arabe, etc.).

La reconnaissance officielle des différents types d'écoles par certains Etats de l'Afrique Subsaharienne comme le Mali, le Sénégal, la Guinée, etc., et par les ministères en charge de l'éducation, apparaît comme étant le déterminant principal pour l'existence de curricula harmonisés et de passerelles entre les types d'écoles (et notamment du secteur non-formel vers le secteur formel). La reconnaissance officielle permet également l'engagement des partenaires techniques et financiers dans ce secteur éducatif spécifique (UNICEF 2018, p29). Le fait que l'Etat et les partenaires s'intéressent aux structures de formation en arabe, à savoir les écoles fondamentales, les lycées et les universités, permet d'avoir une reconnaissance nationale et préparer l'insertion professionnelle des diplômés des structures concernées.

Les difficultés d'insertion professionnelle des diplômés des filières de formations en arabe, peuvent avoir une explication au niveau de la place que l'Etat accorde à ses structures depuis l'école fondamentale. Dans une analyse régionale, l'UNICEF estime que l'école coranique semble n'avoir attiré l'attention des pouvoirs publics et de leurs partenaires techniques et financiers qu'au moment où des objectifs de scolarisation primaire universelle ont été fixés, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Au moment où les États ont cherché des voies à l'augmentation des taux de scolarisation, ils ont par là-même commencé à reconnaître la forte demande sociale en éducation islamique, et particulièrement en apprentissage du Coran (Unicef, 2018, p7). La diversification de l'offre scolaire dans de nombreux pays en Afrique Subsaharienne est liée aux limites présentées par l'école publique.

2. Méthodologie

Pour la méthodologie de travail, nous avons commencé par effectuer une recherche documentaire pour faire le point de quelques publications sur la question de l'insertion professionnelle en général et ceux des diplômés en langue arabe. Dans un deuxième temps nous avons procédé par entretiens semi-directifs avec le chef de Département de la filière Arabe de la FLSL et des diplômés de la filière arabe. Vue la spécificité du public cible, notamment les diplômés qui ont une stabilité relative, l'échantillonnage Boule de neige a été privilégié et les entretiens ont été principalement effectués par téléphone. Les entretiens téléphoniques ont été nécessaires vue la spécificité du public cible qui est mobile et dont certains ne sont pas à Bamako pour raisons professionnelles. Le seul critère de sélection dans l'échantillon était d'être diplômé de la filière arabe de la FLSL. Les entretiens se sont déroulés sur une période de 20 (vingt jours) à Bamako et ont concerné aussi des diplômés en dehors de la ville qui sont en situation de mobilité.

3. Présentation de la Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage

La Faculté des Lettres, des Langues et Sciences du Langage (FLSL) comprend les départements d'enseignement et de recherche suivants : Anglais ; Etudes Germaniques ; Arabe ; Russe ; Lettres ; Sciences du Langage. La FLSL assure la formation de base des enseignants du secondaire formés à l'Ecole Normale Supérieure (ENSup) dans les domaines des Langues, de la Littérature et de la Linguistique. Outre le domaine de l'enseignement, les diplômés de la FLSL peuvent servir dans l'administration publique, dans les Organisations Non Gouvernementales (ONG), dans les institutions diplomatiques et dans les entreprises privées. Elle est la faculté qui compte le plus d'étudiants de l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako.

Tableau 1 : Effectifs de la FLSL

Formations	Effectifs	%
Licence Langues étrangères appliquées Allemand	885	6,39
Licence Langues étrangères appliquées Anglais	5849	42,20
Licence Langues étrangères appliquées Arabe	2692	19,42
Licence Langues étrangères appliquées Russe	46	0,33
Licence Lettres et Civilisation	3474	25,06
Licence Sciences du Langage	914	6,60
Total	13860	100

Source : MESRS/DGESRS, Janvier 2020, p75

Dans le tableau, il ressort que la filière arabe compte le troisième effectif le plus élevé de la FLSL sur six filières fonctionnelles au niveau de la Licence.

4. Résultats

En plus de la Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage et de la Faculté des Sciences Juridiques et Politique de Bamako, l'Institut Cheick Zayed des Sciences Economiques et Juridiques situé à Badalabougou, qui a été créé par la loi N° 216-054 du 20 décembre 2016, assure aussi la formation supérieure des arabisants en sciences économiques et juridiques pour mettre en valeur et donner une place à l'enseignement coranique en langue arabe au sein de l'administration du Mali dans les domaines comme les finances, la banque et la justice. L'Ecole Normale Supérieure de Bamako offre une formation en Master aux arabisants qui sortent comme professeurs d'enseignement secondaire. Nous pouvons signaler l'IFM Hégire de Tombouctou qui est la seule structure de formation des maîtres en franco-arabe au Mali. Toutes ces structures sont sensés donner à leurs étudiants une formation leur permettant de s'insérer dans la vie active.

Les effectifs du département Arabe de la FLSL ont été multiplié par plus de cinq en cinq ans, en passant de 810 étudiants en 2016-2017 à 4 184 en 2020-2021 avec des spécialités comme Arabe bilingue, unilingue, linguistique, méthodologie d'enseignement de langues, littérature et civilisation.

Les diplômés de la FLSL formés en arabe et objets de cet article, souffrent d'insuffisance d'opportunités d'emploi dans le secteur public aussi bien que privé. Une fois le diplôme obtenu, ils sont confronté à un problème de non maîtrise de la langue officielle du pays qui est la langue française, à l'insuffisance

d'opportunités de participer à des concours de la fonction publique et ceux des collectivités territoriales. Les ONG qui recrutent exigent une bonne connaissance de la langue française ou l'anglais, ce qui constitue aussi un handicap. Selon un détenteur du Master en Franco-arabe de la FLSL et en Master professionnel de l'ENSup « *le principal problème est la langue arabe car le pays est francophone et les étudiants s'expriment mal en français. En plus de cela les filières sont très littéraires, comme des études sur les théories de la religion, la littérature arabe, etc., ce qui ne nous offre pas beaucoup d'opportunités d'emploi après nos formations* ». Le problème de langue de communication est la première difficulté à laquelle les diplômés formés en langue arabe sont confrontés car la maîtrise de la langue française est presque une obligation pour trouver un emploi au Mali. Dans un rapport du Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne (2015, p 9), il est reconnu que la non maîtrise de la langue française, langue officielle de travail au Mali, ainsi que les conditions d'accès aux emplois publics notamment lors de l'organisation des concours d'entrée à la Fonction publique où les épreuves se déroulent dans cette langue, est un facteur qui freine l'accès des diplômés et formés en langue arabe aux emplois salariés publics. En plus, les diplômés en langue arabe ne sont pas très souvent informés des opportunités et des programmes publics d'emplois. Dans les résultats de ce rapport rédigé en 2015, il est dit 78% des diplômés ou formés en langue arabe déclarent n'être pas informés de l'existence d'au moins un programme public d'emploi et 86 % déclarent être marginalisés du moment où l'Etat fait peu d'effort pour insertion professionnelle.

La perception même de la population sur la formation en langue arabe, qui est identifiée comme la langue de la religion musulmane et pas une langue professionnelle au Mali, n'est pas favorable à l'insertion des diplômés. Dans le contexte sénégalais et s'exprimant sur la situation d'insertion professionnelle des diplômés formés en langue arabe, Dia (2015, p 3), dit ceci « *le poids socio-politique des organisations religieuses islamiques et le sens attaché à l'arabe dans le vécu quotidien des Sénégalais trouvent difficilement une traduction en termes d'intégration dans les corps de l'État : la fonction publique réserve une place minime aux enseignants arabophones, en particulier dans les cycles primaire et secondaire* ». L'auteur continue en disant ceci « *outre une marginalisation institutionnelle de fait, l'imaginaire social véhicule des représentations stéréotypées des détenteurs de titres scolaires et académiques en langue arabe. Dans le Sénégal contemporain, l'arabe est considéré comme consubstantiel à l'islam : il ne peut véhiculer qu'un message de type divin et les règles qui lui sont connexes. Cela explique la spécialisation professionnelle des arabophones : ils ne peuvent être que prédicateurs, exégètes des textes religieux, imams ou enseignants* », p3. Selon Sall (2009), cité par Dia (2015, p 1), « *l'enseignement arabo-islamique non officiel et le système scolaire étatique forment des élèves et étudiants à des compétences essentiellement linguistiques et théologiques en arabe* ». Dans un journal du Sénégal, 'Cesti Info', dans sa parution du 20 juin 2018, il est dit que c'est à l'arabisant de diversifier ses connaissances et maîtriser la langue de travail du pays pour être mieux respecté et par conséquent, élargir ses chances d'insertion professionnelle.

Les diplômés ont tous signalé cet obstacle lié à la non maîtrise de la langue française par les arabisants sur le marché de l'emploi. Les avis de concours, les épreuves des concours publics et privés, les entretiens d'embauche dans le secteur privé sont tous effectués en français ou dans une moindre mesure, en anglais au Mali, ce qui n'est pas de nature à favoriser ceux qui ont fondamentalement fait leur cursus scolaire en arabe ou en franco-arabe dans certains cas.

Un titulaire de Master et de Licence de la FLSL dit ceci : « *durant mon cursus en médersas, au lycée et à la Faculté, je me suis rendu compte que j'avais un niveau très faible en français. J'ai donc décidé de m'inscrire à des cours en français avec des professeurs particuliers et à l'institut français pour améliorer mon niveau. Après mes formations, j'ai participé à un concours de recrutement avec d'autres arabisants et j'ai été recruté en étant premier à ce concours grâce à mes formations reçues en français* ». Des témoignages de ce genre sont présents dans tous les entretiens effectués avec les diplômés, qui confirment que le faible niveau en expression orale et écrite en français et les filières de formations limitées constituent leurs plus gros obstacles

sur le marché de l'emploi. Les diplômés et formés en arabe sont donc appelés à œuvrer pour une parfaite maîtrise des langues notamment le français, la langue officielle des pays francophones. Une vingtaine de diplômés de niveau Licence et Master confirment que par faute d'opportunités d'emplois, ils ont intégrés les organisations musulmanes pour devenir formateurs dans des programmes d'apprentissage de la lecture du Coran en trois mois. Une alternative provisoire pour certains avant de trouver mieux, mais qui devient souvent le métier par défaut pour d'autres diplômés. En plus de cela certains diplômés arabisants se lancent comme promoteurs de médersas, mais beaucoup se trouvent confrontés à des difficultés financières, et abandonnent.

Les diplômés de la FLSL estiment que la formation reçue reste trop théorique et n'offre pas assez d'opportunités dans des secteurs comme l'informatique, la télécommunication, le travail dans les ONG, dans les ministères, etc. A ce propos, un diplômé de la faculté dit ceci « *nos formations ont beaucoup plus trait à la religion qu'à autre chose. A la fin de nos études, nous sommes censés évolués dans les mouvements religieux comme des associations, devenir enseignant dans une médersa ou prêcheur sur des chaines de radios privées. Les agences de voyage recrutent les diplômés qui ont un bon niveau en français pour être interprètes notamment au moment des pèlerinages à la Mecque* ». Les étudiants maliens qui partent suivre des formations en langue arabe dans des pays comme la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, sont aussi obligés de s'inscrire dans des filières en lien avec la religion musulmane. Un titulaire de Master de la FLSL dit ceci « *j'ai des camarades qui ont obtenu des bourses pour continuer leurs études universitaires en Algérie et au Maroc, ils ont été contraints de suivre des études de théologie ou de littérature arabe, au risque de perdre leur bourse* ». Ces difficultés liées aux filières de formation sont décrites par tous les enquêtés. Dans le même journal "Cesti Info", l'inspecteur en langue arabe au ministère de l'éducation nationale du Sénégal, appelle à revoir l'orientation des étudiants dans les universités arabes. Pour cela, il dit ceci : « *il faut que certaines disciplines comme les Mathématiques, les sciences physiques soient enseignées correctement dans les écoles arabo-islamiques du Sénégal. Ce qui n'est pas le cas. On n'a pas de professeurs de maths, ni de sciences physiques. Il n'y a même pas de bons profs de Philo* ».

Les filières de formation ne sont pas les seules raisons qui expliquent les difficultés d'insertion professionnelle. Les conditions d'études des arabophones ne sont pas vraiment favorables avec des bibliothèques peu équipées de documents récents. Les conditions déplorables de formation dans les médersas, les écoles franco-arabes et l'insuffisance de matériels dans les facultés ne sont pas de nature à améliorer la qualité des enseignements-apprentissages. Un diplômé mal formé avec un capital humain défaillant, sera toujours confronté à des difficultés d'insertion professionnelle dans un environnement de concurrence.

Concernant les recommandations pour améliorer l'insertion professionnelle des diplômés et formés en arabe au Mali, les diplômés de la FLSL ont fait plusieurs propositions. Une des principales recommandations est l'amélioration du niveau des élèves et étudiants arabisants en français depuis les médersas pour augmenter leur chance d'insertion professionnelle dans un pays francophone qu'est le Mali. Cette amélioration passe par l'augmentation du volume horaire accordé à certaines disciplines en français comme la lecture, l'écriture, la conjugaison, l'expression orale, etc. La formation des formateurs peut être une alternative d'amélioration du Capital humain des arabisants. Pour cela, la mise en place d'un programme de formation en français des diplômés en arabe pourrait être envisagée par les autorités politiques ou universitaires. Pour l'optimisation de l'insertion professionnelle des diplômés et formés en langue arabe, il est recommandé, dans le rapport du MEFPJCC (2015), la création d'une base de données opérationnelle et dynamique sur les diplômés en arabe, l'usage de ces diplômés par les collectivités territoriales, la mise en place d'un programme « *entrepreneuriat des diplômés et formés en langue arabe* » et le financement de ces entreprises par l'Etat, la création de plusieurs centres de formation professionnelle pour les arabisants, etc. Les diplômés et formés en arabe doivent être encouragés dans la création d'entreprises pour mettre en valeur l'auto-emploi. En plus de la langue française, le renforcement de leurs compétences en informatique, en anglais, en technologie, en gestion des ressources humaines, pourrait être un atout.

5. Discussion des résultats

Il ressort de plusieurs études que les filières de formation des diplômés et formés en arabe sont variées. Des filières comme la littérature arabe, les sciences coraniques, la théologie, les multimédias, l'informatique, le journalisme, l'architecture, l'urbanisme, la philosophie, etc., existent. Cependant, dans un rapport du MEFPJCC (2015, p8), on peut constater que seulement 2,5% de diplômés et formés en arabe ont fait économie, 8,5% ont fait Droit et Administration Publique et 1,22% ont fait Médecine. Dans le même rapport, il est reconnu que le passage de l'éducation à la vie active pose des problèmes à beaucoup de diplômés et formés en langue arabe malgré la mise en application de la loi d'orientation sur l'éducation, le PRODEC, les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle comme l'APEJ et l'ANPE. Cette difficulté pour les diplômés en arabe de la FLSL de trouver un emploi est généralement liée à la non-adéquation entre leurs formations et les réalités et exigences du marché du travail.

Même si nous ne disposons pas de statistiques concernant le nombre de diplômés qui trouve un emploi en fonction du nombre de sortants par an, nous pouvons affirmer que l'efficacité externe de la FLSL souffre d'insuffisances. En fonction des résultats d'enquêtes de terrain pour cet article, nous avons constaté qu'il existe plus de difficultés que d'opportunités qui attendent les diplômés de la filière arabe de la FLSL. Le nombre élevé d'obstacles à savoir l'insuffisance de recrutement dans la fonction publique, l'inadéquation entre leur formation et les emplois disponibles, le caractère francophone des offres d'emplois privés et publics, les faibles salaires donnés par les médersas, etc., font que ces diplômés se sentent marginalisés dans la société. Une amélioration de l'efficacité interne à savoir le rehaussement du niveau en français des arabisants, une diversification des offres de formation, le développement du capital humain des arabisants dans des domaines comme l'informatique, les nouvelles technologies, les sciences humaines et sociales, pourront être des alternatives envisageables pour une plus grande efficacité externe. Les diplômés et formés en arabe peuvent aussi trouver leur salut dans l'entrepreneuriat privé en développant des petites et moyennes entreprises. En effet, certains se lancent dans la promotion de médersas et d'autres créent des centres de formation ou proposent des services d'interprètes. Ces stratégies de perfectionnement des étudiants en français, la diversification des filières de formations et d'auto-emploi restent selon les administrateurs et diplômés, les meilleures pour une optimisation de l'insertion professionnelle des diplômés en arabe. Cependant, pour l'auto-emploi, les diplômés ont besoin de financements publics ou privés pour le lancement et le fonctionnement de leurs entreprises.

Conclusion

L'insertion professionnelle des diplômés des écoles et universités maliennes, qui est un volet de l'efficacité externe des établissements scolaires et universitaires, reste une préoccupation de tous les acteurs concernés par la question. Les offres de formation, qui doivent être plus diversifiées ont besoin d'une professionnalisation en fonction des exigences du système LMD. En fonction des difficultés, les diplômés en arabe ont besoin d'un système d'information efficace pour être au courant des offres d'emplois et des autres opportunités qu'ils peuvent bénéficier. La langue française qui fait partie des obstacles rencontrés par les diplômés en arabe, doit être reconsidérée en volume horaire depuis les médersas. Même si le pays est francophone, le fait que l'enseignement universitaire en langue arabe est reconnu par l'Etat et que les diplômes sont reconnus, les autorités doivent envisager des mesures concrètes pour optimiser l'insertion professionnelle de ceux qui suivent ces formations. Cet obstacle lié à la langue française, même s'il est réel, peut être surmonté ou minimiser par une prise de conscience des diplômés eux-mêmes en trouvant des solutions alternatives pour se former en dehors du cursus universitaire normal. Ces obstacles à l'insertion professionnelle concernent tous les domaines de formation au Mali, cependant ceux des diplômés en langue arabe sont considérés comme une discrimination à leur égard, vu les caractéristiques des emplois à pourvoir et les modes de recrutement.

Bibliographie

- CISSÉ, Seydou (1992), *L'enseignement islamique en Afrique Noire*. Paris, Harmattan.
- Delphine Boutin, « De l'école à l'emploi : la longue marche de la jeunesse urbaine malienne », *Formation emploi* [En ligne], 124|Octobre-Décembre 2013, mis en ligne le 08 janvier 2015, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4109>.
- Hamidou Dia, « Les diplômés en langue arabe au sein de l'élite sénégalaise : du symbolique à l'académique », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 14 | 2015, 187-206.
- Journal Notre Nation, Employabilité des jeunes diplômés arabophones : La validation du programme d'activités de la CEFORPA. Parution du 17 Août 2017.
- ROY, Emilie (2007), *Les médersas du Mali : l'influence arabe sur l'enseignement islamique moderne*. Mémoire de Maître ès arts (MA), Faculté de Théologie et de Sciences religieuses, Université Laval, Quebec.
- TAMARI, Tal, « L'exégèse coranique (*tqfsîr*) en milieu mandingue : Rapport préliminaire sur une recherche en cours ». *Islam et sociétés au sud du Sahara*. Novembre 1996, N° 10, Paris : Maison des Sciences de l'Homme, p. 43-79.
- UNICEF (2018), *Etat des lieux sur l'offre et les mécanismes institutionnels relatifs à l'enseignement coranique et à l'enseignement islamique dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, analyse régionale*. UNICEF, QUALE.